

Comment la France et les pays de l'Euro peuvent survivre au modèle Européen de déflation permanente.

Alain Parguez* - Octobre 2008

Ce texte est une version révisée du texte écrit pour l'Université d'été tenue à El Escorial et organisée par l' Universidad Complutense de Madrid. 14-18 Juillet 2008

* Professeur d'Economie à l'Université de Franche-Comté à Besançon (France)

Introduction: le modèle européen de déflation permanente.

- 1- Du fait de leur appartenance à la fois à l'Union Européenne et à la zone Euro, la France et l'Espagne ont à satisfaire un ensemble de contraintes très dures sur leurs politiques économique et sociale. Ces normes politiques sont une vraie camisole de force qui retire au pouvoir politique quelque soit son niveau tout espace de liberté.
- 2- Comme cela sera démontré ces contraintes contredisent les principes centraux de l'économie monétaire moderne, ce qui explique que les efforts mis à les appliquer engendrent un chômage effectif croissant et une instabilité insoutenable. La preuve de ce diagnostic est à la fois théorique et empirique. Des études empiriques solides révèlent que la piètre performance de l'Europe par rapport aux Etats-Unis découle du fait que les Etats-Unis ne se sont jamais contraints par une telle camisole.
- 3- Ainsi le paradoxe est que le modèle Européen est l'aboutissement final de choix faits il y a longtemps et que se sont imposés la France et l'Allemagne au moins depuis les années 1970. Il sera exposé plus loin que le programme de rigueur imposé en 1983 par le gouvernement nommé par François Mitterrand était le choix ultime à la base de la conception de la camisole Européenne. Contrairement à ce que l'on croit généralement, la thérapie de choc française était un vrai choix délibéré duquel les gouvernements Français ultérieurs n'ont jamais dévié.
- 4- Un tel diagnostic soulève la question cruciale: Comment des pays comme la France et l'Espagne peuvent-ils se libérer de ces choix dans le cadre Européen? Est il possible de s'accommoder de ces règles ou est-il nécessaire de penser une autre Europe libérée de la camisole idéologique?

I / La camisole de force

Depuis sa création, l'Union Européenne a imposé aux Etats-membres un nombre croissant de contraintes visant à annihiler toute possibilité de choix de leur politique économique et sociale. Leur degré de liberté d'action est actuellement inférieur à celui d'un Etat des Etats-Unis. Cette très dure camisole est le résultat de l'état d'esprit qui a présidé à la création de l'Union et de l'existence de L'Euro-système tel qu'il résulte des traités de Maastricht et d'Amsterdam (la racine du Pacte de Stabilité et de Croissance).

I.1- *Les principales contraintes* :

Elles visent à créer le parfait modèle d'équilibre général en imposant à tous les Etats:

- Une concurrence parfaite au sein de leur économie.
- Dérégulation et privatisation ciblant plus particulièrement ce qu'on appelle "marché du travail"

I. 2- *Mesures d'application* :

Les contraintes sont imposées par la création de la zone Euro qui vise une quasi-restauration de la Zone-or qui avait été créée par la France en 1931. L'Euro comme un quasi-or est enraciné dans des règles d'exception:

- Une banque centrale souveraine complètement supranationale qui grâce au consentement de tous les membres, a réécrit sa charte et a explicitement admis un taux élevé de chômage comme clé de son but suprême initial, une inflation quasi-nulle. Pour atteindre ce but elle fixe

les taux d'intérêt à un niveau suffisamment élevé pour comprimer la demande globale quelque soit la cause de l' « inflation ». Une telle politique monétaire exige conformément aux traités de l'Euro que la banque centrale ne crée jamais de monnaie directement ou indirectement au profit des Etats –membres.

- Le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) imposé avec constance cible à la fois le “déficit public” et la “dette publique”. A partir d'une limite maximum de 3% du PIB pour les déficits publics et de 60% du PIB pour la dette publique, le PSC a évolué vers un excédent permanent des comptes publics (hors la charge de la dette) et une réduction de la dette publique bien en dessous de 60% du PIB (beaucoup de pays en Europe ne peuvent satisfaire cette contrainte). Ces contraintes sévères ciblent indirectement les dépenses publiques à tous les niveaux et la fiscalité. Elles imposent une compression sur le long terme des dépenses publiques puisque la fiscalité progressive est jugée « anti-marché ».

III/ Ce modèle est en contradiction avec les principes de l'économie monétaire moderne.

II.1- Ce qu'on appelle Economie Européenne est en contradiction avec les principes fondamentaux de l'Economie moderne. Tous les pays de la Zone Euro, y compris la France et l'Espagne bien sûr, sont des économies monétaires et la création monétaire devrait exister pour adoucir ou supprimer la plupart des contraintes sur les dépenses de tous les acteurs participant à la création de la richesse réelle.

Cela signifie que les banques créent la monnaie entraînant les dépenses des entreprises, des ménages (au-delà de leur revenu) et de l'Etat comme des obligations qui seront remboursées par les revenus engendrés par ces dépenses. Il peut être démontré que l'Etat joue un rôle essentiel comme condition d'existence de ce processus (voir Bliet et Parguez 2007) :

- La capacité du secteur privé à obtenir de la monnaie est limitée par l'évaluation par les banques des probabilités de succès des paris privés sur l'avenir. Les facteurs clés sont l'espérance de profit et le taux de profit (profit/salaires versés) qui montrent la solidité des entreprises.

- L'Etat n'est pas limité par une telle contrainte. Comprendre les économies modernes demande de découvrir ce qui est parfaitement confirmé par les faits :

* Les dépenses de l'Etat ne sont pas et ne peuvent pas être financées par les impôts.

Elles engendrent une création instantanée de monnaie.

* Les Impôts sont levés quand se produisent les dépenses de tous les acteurs. Ils détruisent de la monnaie au sein du secteur privé.

* Il en résulte que la contrepartie de ce qu'on appelle le déficit public est un excédent (épargne nette) du secteur privé.

* Tant que les dépenses de l'Etat sont totalement productives, cet excédent (épargne nette) est à la fois financier et réel. Il est compris dans l'accroissement du stock de capital public ou collectif (tangibles et non tangibles).

* Ainsi il n'y a pas la moindre raison de craindre la menace de l'accroissement de la dette publique qui est à la fois un mécanisme de croissance et l'ancrage de la stabilité du système financier. En augmentant aujourd'hui la dette publique pour des dépenses productives l'Etat opère un transfert net de richesse en faveur des générations futures (Eisner 1994, Parguez 2008) intégrant le revenu des intérêts sur la dette versé aux futurs détenteurs. Ceux qui invoquent le fardeau de la dette ignorent ce qui compte vraiment pour les générations futures. Ils raisonnent en économie stationnaire et postulent un Etat totalement improductif. Ce faisant ils ne font qu'actualiser le vieux postulat de l'équivalence Ricardienne : la dette puisqu'elle ne crée rien doit être payée par une taxation toujours croissante gaspillant de la richesse.

II. 2- Les objections habituelles faites à cette description de l'économie monétaire ne tiennent pas. Cette description s'applique parfaitement à une économie ouverte :

- Ce qu'on appelle contrainte extérieure n'existe pas aussi longtemps que l'Etat n'essaye pas de maintenir un taux de change insoutenable.

- Il n'y a pas d'arbitrage réel à faire entre l'inflation vraie et une politique de plein emploi reposant sur croissance sur le long terme des dépenses publiques qui ciblent la création de richesses réelles.

II.3- Donc aussi longtemps que les Etats-membres s'efforcent d'appliquer le modèle Européen, ils sont condamnés à récolter la stagflation ou plutôt un mélange de vraie diminution de la croissance et d'inflation croissante. D'après un travail économétrique en cours (Giovannoni 2008) pour l'économie américaine il y aurait une courbe de Phillips à pente positive entre le chiffre du chômage et l'inflation ; plus on laisse le chômage monter, plus l'inflation augmente. Un exemple parfait de cet échec est le cas de la France depuis au moins le milieu des années 70. Plus les gouvernements veulent comprimer les dépenses pour obtenir des excédents, plus ils récoltent des déficits imposés sans aucun impact positif, une croissance du chômage effectif et de l'inflation.

Ni les autorités Françaises, ni les banques centrales des pays d'Europe ne comprennent la vraie nature de l'inflation contemporaine. Ils croient encore que les banques centrales peuvent contrôler parfaitement l'inflation en imposant les taux d'intérêt. Il devrait y avoir une relation inverse entre le taux d'inflation et le niveau du taux d'intérêt qui est sous le contrôle direct de la banque centrale. C'est là que se trouve l'origine de la soi-disant "doctrine de l'inflation ciblée" et de son jumeau le taux naturel de chômage garantie de la stabilité des prix. Ces deux politiques jumelles reposent sur le postulat qu'élever suffisamment le taux d'intérêt permet l'accroissement du chômage (par la réduction de la demande globale) ce qui impose une contrainte suffisante sur les salaires. Ce postulat contredit des faits solides : depuis longtemps, au moins depuis le début des années 70, un accroissement des revenus du travail n'est pas la cause de l'inflation. Ce qui provoque l'inflation actuelle c'est l'accroissement continu des prix des matières premières, de l'énergie et des produits alimentaires alors que les entreprises s'efforcent d'augmenter leur taux de profit (augmentation des prix) et incluent dans leurs coûts de production les pertes en capital résultant de leur capacité excédentaire. Dans cette situation l'inflation peut être dite purement structurelle et l'élévation du taux d'intérêt ne peut la maîtriser. Elle pourrait même s'accélérer à cause de l'augmentation des taux d'intérêt (voir Parguez Dijon 2007).

Le résultat est qu'en Europe, le revenu du travail traîne de plus en plus derrière les prix. Par conséquent le revenu réel du travail diminue par rapport à la productivité ce qui s'accorde avec le ciblage d'un accroissement de la part des profits.

II. 4- Cela fait partie de la démonstration que notre description de l'économie monétaire moderne est confortée par un ensemble convergent d'études empiriques solides qui prouvent que:

- Il est faux d'expliquer la stagnation Européenne par une rigidité postulée de l'Europe par rapport aux Etats-Unis. Les soi-disant réformes d'aujourd'hui si à la mode ne font que détruire ce qui restait du modèle social sans aucun impact positif.
- La croissance américaine sur le long terme est entièrement expliquée par la croissance de la consommation et des dépenses publiques.
- Aux Etats-Unis il y a une courbe anti-Phillips qui prouve que la croissance est associée à une diminution de l'inflation.
- De toute façon, l'inflation contemporaine ne peut pas être guérie par une contraction

de la demande. Ceci est au-delà du pouvoir des banques centrales.
-Le soi-disant théorème des déficits jumeaux (selon lequel un déficit budgétaire engendre un égal déficit commercial) est empiriquement faux et spécialement dans le cas des Etats-Unis.

III Genèse du modèle Européen

III.1- 1983 *Le choix de Mitterrand*

Le modèle Européen n'a pas été imposé aux Etats-membres par pure logique économique. Il est le résultat de choix purement idéologiques faits il y a très longtemps par les deux pays majeurs ; l'Allemagne et principalement la France. La vérité est que au bout du compte la France alliée à l'Allemagne a joué le rôle majeur. A travers les traités de l'Euro, ils ont forcé tous les Etats-membres à s'ajuster pour toujours à leurs choix idéologique d'une rigueur permanente incluant la vision la plus anti-Keynésienne de l'économie.

Comme on va l'expliquer, la pierre angulaire du modèle Européen est le libre choix d'une thérapie de choc permanente par le gouvernement de François Mitterrand au début 1983. Cette orientation concernant sur le long terme la politique de dépenses publiques, la fiscalité, la politique monétaire de la France visait à la création d'une économie capitaliste « orientée marché ». L'histoire que l'on raconte habituellement sur le virage à 180° de Mitterrand est complètement fausse :

*Comme il a été montré par Sceworski¹ (1959), de 1938 à 1955 il y avait déjà eu un effondrement de la part des salaires en France contrairement à ce qui s'était passé aux Etats-Unis et au Royaume Uni. C'était le résultat d'une politique soutenue visant à geler la consommation. Ainsi le "Fordisme" quelque soit sa vraie nature n'exista jamais en France. Cette interprétation est soutenue par Bliet et Parguez (2006) et expliquée dans Parguez (2007). Cela veut dire qu'il y a longtemps, les économistes de droite et ceux qu'on appelait les marxistes Français dans leur dernière incarnation ; l'école de la régulation, s'accordèrent sur une synthèse déflationniste reflétant la vision la plus anti-Keynésienne de l'économie. Jacques Attali, le conseiller de Mitterrand a joué un rôle crucial. Ce qu'ils avaient à l'esprit était déjà une thérapie de choc pour contraindre à l'épargne par une décroissance de la part des salaires. Ce qui était nécessaire était d'imposer la camisole sur les dépenses publiques en visant un excédent des comptes publics, une fiscalité moins progressive visant plus d'épargne pour les ménages et une monnaie forte.

*La soi-disant relance Mitterrand était juste un programme maquillé pour attirer les gens qui avaient souffert de la déflation conduite par le gouvernement Barre (1976-1981). Attali et son équipe espéraient revenir à leur programme caché le plus rapidement possible. Pour le faire ils convainquirent Mitterrand de maintenir la surévaluation considérable du Franc (20 à 25%) qui avait résulté de la politique de Barre. En réalité dès que les marchés s'attendirent à ce que le taux de change devienne insoutenable, le gouvernement renonça à sa politique de relance qui était en train de réussir. La thérapie de choc de 1983 fut un plan bien plus contraignant qu'aussi bien le plan Barre et que les politiques implantées ailleurs par des gouvernements conservateurs en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.

1/ Adam Sceworski était un élève du grand économiste Michal Kalecki qui lui avait commandé cette étude sur la France

En fait rien n'exigeait le choix de la rigueur. Tel était le diagnostic que le grand économiste américain Robert Eisner rédigea pour le gouvernement (voir Eisner 1983).

Eisner démontrait que le programme de relance avait réussi en sauvant l'économie Française de la récession engendrée par le programme Barre de déflation. Le chômage ne croissait plus, la croissance commençait à être tirée par la consommation et le déficit budgétaire, les profits augmentaient pour la première fois depuis 1976 ce qui permettait d'attendre une montée des investissements. Eisner soulignait qu'il n'était pas vrai que le déficit du budget avait engendré un déficit commercial identique. L'accroissement du déficit de la balance des paiements était parfaitement soutenable, ce qu'il fallait simplement accepter c'était de laisser flotter le taux de change pour éliminer la grossière surévaluation de la monnaie. La contrainte extérieure n'existait pas aussi longtemps que les fondamentaux économiques prévalaient sur une idéologie reposant sur la peur.

III.2 *L'héritage du choix de Mitterrand*

A partir de 1983 la politique à long terme de la France devint le modèle sur lequel se tissa le modèle Européen. Il repose sur les principes suivants qui incluent la version la plus extrême de « l'économie classique » restaurant ainsi une sorte de vision « agricole » de l'économie :

- A terme les dépenses de l'Etat doivent baisser en part du PIB. Comme telle elles sont non productives.
- Ainsi l'Etat doit viser un excédent budgétaire. Aucune distinction n'est faite entre les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.
- De cette façon le plein emploi ne peut être un objectif. Jacques Attali était très explicite sur la nécessité du chômage et sur l'égale nécessité d'une baisse considérable dans la part des salaires dans la distribution des revenus.
- Donc des contraintes sur la dette publique étaient nécessaires tandis que la politique monétaire devait cibler une monnaie forte pour obliger les entreprises à réduire les salaires réels pour accroître leur compétitivité.
- L'épargne des ménages devait croître grâce à un changement de la politique fiscale et du système de retraites.

III. 2- *De la rigueur à la camisole Européenne*

Très rapidement les architectes du modèle Français comprirent qu'il ne pourrait survivre que si et seulement si il était incorporé dans une structure rigide interdisant tout changement. Cela explique pourquoi les élites Françaises étaient si enthousiastes pour l'Union Européenne et pour sa réalisation ultime, l'Euro-système. Répétons le, une observation précise des faits prouve que l'Euro-système est né en France et que le gouvernement Français y rallia l'Allemagne grâce à un marchandage : acceptez l'Euro et nous accepterons la réunification. D'une certaine façon cela a été un vrai détournement de l'idéal Européen par les néo-conservateurs Français. La gauche Française s'y rallia sans débat pour les raisons que j'ai expliquées (sa formation Ricardo-Marxiste grossière produisant un anti-Keynesianisme extrême).

IV Un diagnostic pour le futur

IV. 1- Aussi longtemps qu'un gouvernement s'efforce de rester fidèle au modèle Européen, il ne peut pas échapper au destin actuel de la France et de l'Allemagne:

- Des taux d'intérêt trop élevés en partie responsables d'une surévaluation de la monnaie d'au moins 40 à 50%.
- Des contraintes considérables sur les dépenses publiques même sur les investissements les plus productifs en capital tangible et non-tangible.
- Une pression sur les ménages conduisant au surendettement pour échapper à une baisse de la consommation..
- Des réformes dont la légitimité est d'économiser de l'argent en affaiblissant l'Etat par des privatisations généralisées des entreprises publiques et des activités étatiques.
- Enfin une fiscalité régressive.

Tous ces facteurs pris ensemble expliquent la croissance de l'instabilité financière.

IV. 2- Quel donc pourrait être le programme minimum d'un pays dynamique comme l'Espagne où il y a encore des débats (contrairement à ce qui se passe en France et en Allemagne).

*Jouer avec les contraintes du PSC en acceptant des déficits croissants nécessités par l'investissement public, ce qui permettrait aux ménages d'alléger leur endettement sans générer un manque insoutenable de demande globale.

- Cela demanderait une volonté forte du gouvernement de passer outre la Commission et au veto attendu de l'Allemagne (probable) et de la France (certain avec le gouvernement actuel)
- Des alliés pourraient être trouvés si la politique est bien expliquée.
- Cela demanderait aussi une certaine halte dans la réforme "à la Française".

* Resterait l'obstacle de la Banque Centrale Européenne (BCE). L'Espagne seule ne peut forcer la BCE à changer la politique sacralisée dans sa charte. Je ne suis pas trop pessimiste. Aujourd'hui les gouvernements ne font rien sinon prononcer des paroles vides contre la BCE (le Président Français est un exemple parfait), tandis que leur administration pousse toujours à plus de réductions sous le couvert des réformes. Un gouvernement à la volonté affirmée pourrait agir au niveau du Conseil Européen en expliquant que les statuts de la BCE conduisent à une instabilité de plus en plus grande. Je suis persuadé que l'élection américaine à venir est une occasion unique pour une telle action. Puisqu'il est raisonnable de supposer qu'une administration démocrate s'engagerait au moins dans une politique de croissance, le modèle Européen « à la Française » deviendrait insoutenable.

Enfin, l'opinion publique Européenne pourrait comprendre que le futur économique se construit grâce à des dépenses productives et une création utile de monnaie et non par des réformes qui affaiblissent le pouvoir politique en le privant de moyens d'action.

BIBLIOGRAPHIE

- Bliek, JG and Parguez, A (2006) Le plein emploi ou le chaos *Economica Paris*
- Bliek, JG and Parguez, A (2007) Full employment, can it be a key policy objective for Europe *International Journal of Political Economy*, vol. 36, no. 3, Fall 2007, pp. 24–46.
- Bliek JG and Parguez, A (2008) “The Mitterrand 1983 turn to conservative economics: a revisionist history” in *Challenge*, March-April
- Eisner, R (1960) A distributed lag investment function *Econometrica* vol 28.1 Janvier 1960
- Eisner, R (1994) The misunderstood economy *Harvard Business School Press*
- Eisner, R “Which way for France” in *Challenge* (1983)
- Parguez, A (2007) Money creation, employment and economic stability: The monetary theory of unemployment and inflation. Paper presented at the *third international post-keynesian conference of Dijon* le 30 Novembre 2007.
- Parguez, A (2008) Generalisation of the general theory of the monetary circuit: a planned deficit as last resort policy to stabilize the US economy (and others) Sera bientôt publié
- Scevorski, A (1959) “La situation économique de la France en comparaison avec celle d’avant guerre” *EKONOMISTUD* n°1